

doit, en dernière analyse, provenir de l'intérieur même du pays. La démarche à suivre en vue de réaliser cette transformation est de toute évidence une question qui préoccupe vivement le gouvernement du Canada. Certes, il nous est impossible d'accepter que l'on refuse à la majorité de la population d'un pays les droits fondamentaux et la possibilité de participer à la vie sociale, économique et politique, mais par ailleurs, nous ne pouvons davantage encourager le recours à la violence pour provoquer les changements qui s'imposent. Nous constatons avec satisfaction que l'OUA continue de préconiser le recours à des moyens pacifiques pour résoudre les problèmes de l'Afrique australe et accueillons favorablement les déclarations de plusieurs dirigeants africains pour qui le maintien de la paix et de la sécurité dans cette région est d'une grande importance pour l'Afrique et le monde entier. Mon gouvernement estime qu'on ne saurait trop insister sur cette évidence.

Les Nations Unies doivent résister à la tentation de recourir à des mesures extrêmes qui risqueraient d'annuler les progrès réalisés et auxquelles donnent naissance la frustration et l'exaspération face à l'intransigeance de l'Afrique du Sud. Elles doivent plutôt s'efforcer de faire comprendre au gouvernement et à la minorité blanche de l'Afrique du Sud qu'un véritable changement s'impose. Voilà pourquoi le gouvernement du Canada s'est opposé à l'expulsion de l'Afrique du Sud lors de la 29e session de l'Assemblée générale. Nous regrettons son absence de la 30e session de l'Assemblée générale car nous persistons à croire que c'est en exposant constamment le gouvernement et la population de ce pays à la réprobation par la communauté internationale de ses politiques et de ses pratiques que nous pourrions le plus facilement susciter les transformations souhaitées en Afrique du Sud.

A cet égard, je tiens particulièrement à signaler l'excellent travail du Comité spécial contre l'*apartheid* et à le féliciter des efforts qu'il a déployés afin d'attirer l'attention sur les injustices inhérentes au régime d'*apartheid*. Voilà la voie qu'il faut suivre en vue d'éliminer l'*apartheid* en Afrique du Sud; elle est préférable aux mesures inspirées par le désespoir. Pour sa part, mon Gouvernement continuera de faire tout ce qu'il estime opportun pour encourager l'évolution de la situation raciale en Afrique du Sud dans le sens de l'élimination du régime d'*apartheid*.

---

S/C